



Ville de GAP
3, rue Colonel Roux - BP 92
05007 GAP Cedex
Tel : 04 92 53 24 24



Maitre d'Ouvrage Délégué - Parc National
des Écrins
Domaine de Charance - 05000 - GAP
Tel : 04 95 40 20 10 -



Architecte
FABRICA TRACEORUM
Immeuble Le Corbusier - Appt 147
280 Boulevard Michelet - 13008 MARSEILLE
Tel : 04 91 04 66 36
Email : contact@fabrica-traceorum.eu



Economiste de la construction
Société ECOBIS
Les Physalis 24, Chemin de la Cressonnière - 38210 -
TULLINS
Tel : 04 76 05 90 25 - Email : contact@ecobis.eu

MAITRISE D'OUVRAGE

Ville de GAP
3 r. Colonel Roux - BP 92 05000 GAP

Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

CCTP

Date	14/10/2024
Phase	PRO
Indice	

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

Sommaire

A CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS	3
1 CAHIER DES PRESCRIPTIONS COMMUNES	3
1-1 Note Liminaire	3
1-1 1 Note liminaire	3
1-2 Objet du chantier	3
1-2 1 Nature du chantier	3
1-2 2 Nombre et consistance des lots	3
1-3 Généralités	3
1-3 1 Généralités et normes	3
1-3 2 Données générales	4
1-3 3 Annexes aux CCTP	5
1-3 4 Documents de références du présent dossier	5
1-3 5 Mode de mesure	5
1-3 6 Établissement des documents d'exécution d'atelier et de chantier	6
1-3 7 Protection des personnes	7
1-3 8 Sécurité collective permanente pour l'entretien	7
1-3 9 Obligation de l'entrepreneur	7
1-3 10 Invariabilité du forfait	8
1-3 11 Accessibilités PMR	8
1-3 12 Etudes d'exécution et de PAC	8
1-3 13 Dérogation aux documents généraux	8
1-3 14 Avis technique des matériaux	9
1-3 15 Matériels	9
1-3 16 Responsabilité de l'entrepreneur	9
1-4 Travaux sur matériaux amiantés et/ou plombés	9
1-4 1 Travaux sur ouvrages recouverts de peintures plombifères	9
1-4 2 Évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs	10
1-5 Connaissance des lieux et du projet	11
1-5 1 Connaissance des lieux et du projet	11
1-5 2 Travaux en site occupé	11
1-6 Formalités avant démarrage du chantier	11
1-6 1 Etat des lieux prise de possession du site	11
1-7 Installations communes de chantier	12
1-7 1 Cantonnements et fluides	12
1-7 2 Installation de chantier	12

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

Sommaire

1-7 3	Échafaudages communs	12
1-7 4	Évacuation des eaux et réseau d'assainissement existant	12
1-7 5	Démarches et autorisations	13
1-7 6	Abords et aires de chantier	13
1-7 7	Signalisation routière de travaux	13
1-7 8	Signalisation de sécurité et de santé	14
1-7 9	Accès au chantier des véhicules	14
1-7 10	Lutte contre l'incendie	14
1-7 11	Protections collectives	15
1-8	Protections des ouvrages	15
1-8 1	Protection des ouvrages existants et assurances	15
1-8 2	Protection des ouvrages existants et restaurés	15
1-8 3	Protection des ouvrages	15
1-8 4	Protection des sols finis	16
1-9	Gestion des interfaces	16
1-9 1	Incidences et interfaces	16
1-9 2	Réservation - trous - scellements	16
1-9 3	Incorporation	17
1-9 4	Prise de côtes sur les plans	17
1-9 5	Travaux sur prescriptions du maître d'œuvre	17
1-9 6	Réception des supports	17
1-10	Produits - matériaux - échantillons - etc...	18
1-10 1	Compatibilité électromagnétique	18
1-10 2	Références de produits et marques	18
1-10 3	Matériaux et appareillages équivalents	18
1-10 4	Stockage des matériaux	18
1-10 5	Échantillons	18
1-10 6	Aciers	19
1-10 7	Tubes PVC pression	19
1-10 8	Provenance des matériaux	19
1-10 9	Échantillons et prototypes	19
1-10 10	Matériaux non traditionnels	20
1-11	Contrôle - Essais	20
1-11 1	Contrôle interne de l'entreprise	20
1-11 2	Contrôle qualité	20

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

Sommaire

1-11 3	Contrôle technique des ouvrages	21
1-11 4	Moyens de contrôle	21
1-11 5	Niveau de qualité et essais	21
1-11 6	Conformité d'exécution avec les plans	21
1-12	Organisation du chantier	21
1-12 1	Chauffage de chantier	21
1-12 2	Gestion des déchets	22
1-13	Nettoyage - nuisances	22
1-13 1	Environnement	22
1-13 2	Limitation des nuisances	22
1-13 3	Nettoyage des voies publiques	22
1-13 4	Nettoyage de chantier	22
1-13 5	Enlèvement des gravois et nettoyage	22
1-14	Mise en service - maintenance etc...	24
1-14 1	Documents à remettre en fin de travaux - DCE	24
1-15	Compte commun de chantier prorata	24
1-15 1	Compte Prorata	24

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

A CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

1 CAHIER DES PRESCRIPTIONS COMMUNES

1-1 Note Liminaire

Note Liminaire

1-11 Note liminaire

Lorsque dans le présent C.C.T.P. figure la formule "à l'identique", elle implique le respect des contraintes archéologiques et architecturales liées à l'histoire du bâtiment ou du site concerné ainsi qu'une identité d'aspect avec les parties conservées, mais elle ne préjuge pas d'un usage strict des matériaux initiaux comme des techniques de mise en œuvre.

Le présent C.C.T.P., comme les autres pièces de marché qui le complètent, doit en conséquence définir pour chaque ouvrage (ou élément d'ouvrage) toutes les données à imposer pour sa réalisation, soit en fonction des normes qui sont rappelées, soit en y dérogeant.

Pour un certain nombre de ces ouvrages, il est fait mention de "surfaces de références" à localiser sur le bâti existant pour permettre à l'entreprise de connaître très précisément "le résultat" qui lui sera imposé et répondre ainsi à la notion d'identique évoquée ci-avant.

1-2 Objet du chantier

1-21 Nature du chantier

Les principaux travaux à réaliser sur l'opération sont :

Travaux de Maçonnerie;
 Travaux de Couverture-Zinguerie;
 Travaux de Menuiseries Bois;
 Travaux de Ferronnerie;
 Travaux de Plâtrerie-Peinture;

1-22 Nombre et consistance des lots

Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS
 Lot N°01 MACONNERIE - DRAIN
 Lot N°02 COUVERTURE
 Lot N°03 MENUISERIE - FERRONNERIE - PEINTURE

1-3 Généralités

1-31 Généralités et normes

Le présent document a pour objet de définir les prestations incombant à tous les lots, et de permettre aux entreprises consultées d'établir leur proposition, sans restriction ni réserve pour :

GAP - Chateau de Charance

La maîtrise d'ouvrage est assurée par

Ville de GAP
3 r. Colonel Roux - BP 92
05000
GAP

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-3 1 Généralités et normes..."

Les travaux sont à réaliser sur la commune de **GAP**, les entreprises reconnaissent avoir visité les lieux, afin de juger de la nature et de la difficulté d'accès sur le terrain.

Dans les prescriptions des C.C.T.P. les Maîtres d'Oeuvre se sont efforcés de renseigner les entreprises sur les travaux à exécuter.

Il convient de signaler que cette description n'a pas de caractère limitatif.

L'entrepreneur devra signaler via la plateforme de dématérialisation, durant la période de consultation, tous les oublis ou omissions flagrantes qu'il aurait normalement constaté à la lecture des documents tant sur les plans que sur les CCTP.

Une réponse électronique lui sera adressée avec diffusion à l'ensemble des entreprises ayant retiré le dossier.

Les travaux du présent Marché étant traités sous la forme d'un prix global et forfaitaire, il ne pourra arguer d'oubli ou d'imprécision pour faire valoir modification de son forfait, ou pour ne pas exécuter une prestation conformément aux normes, règles de l'art, préconisations techniques des fabricants ou prescriptions des Avis Techniques.

La fabrication des ouvrages et leur mise en œuvre sont à réaliser selon les règles, normes et textes en vigueur à la date de la remise de l'offre dans le respect des performances à atteindre et des obligations. Les travaux seront exécutés suivant les Règles de l'Art et conformément aux documents suivants en vigueur à la remise des Offres de prix, dans leur dernière édition, et notamment (Liste non exhaustive) :

* La NF P 03 001, cahier des clauses administratives générales applicables aux travaux de bâtiments faisant l'objet de marchés privés"

* Le cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés privés de travaux et annexes

* Les documents Techniques Unifiés (D.T.U.)

* Le cahier des Clauses Spéciales des D.T.U.

* Le D.T.U. « Neige et Vent » 65 et Fascicule N 61, Titre IV, Section 11,

* NF P 06-013/A1 et A2, le D.T.U. PS 92, relatif à la prévention du risque sismique,

* Article R.563-1 à R.563-8 et R.5636861 du code de l'environnement, modifié par le décret N° 2010-1254 du 22 octobre 2010.

* Les avis techniques ou les prescriptions des Fabricants,

* Les avis Techniques concernant les matériaux et ouvrages non traditionnels,

* Les avis Techniques du C.S.T.B. ou agrément concernant la fabrication et la mise en œuvre des matériaux et composants proposés,

* Les matériaux conformes aux Normes Françaises (A.F.N.O.R.) et autres normes reconnues équivalentes,

* Les normes et directives Européennes,

* Les documents en vigueur à la date de passation des marchés : lois, décrets, arrêtés, circulaires, règlements propre aux Maîtres d'Ouvrages,

* Les règlements concernant la sécurité des travailleurs,

* Les règles générales de construction (lois, décrets, arrêtés et lettres circulaires d'application),

* Les règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions,

Les matériaux faisant l'objet d'Avis Techniques seront exécutés conformément aux prescriptions de ces derniers.

* Les matériaux non régis par un D.T.U. ou par un Avis Technique seront mis en œuvre suivant les Prescriptions des Fabricants ou Fournisseurs dont la responsabilité sera alors engagée.

* La nouvelle réglementation thermique 2012 (RT 2012)

* La nouvelle réglementation acoustique (NRA)

En conséquence, l'Entrepreneur titulaire devra signaler au Maître d'œuvre et au Maître de l'Ouvrage, avant signature du marché, tout manquement qu'il aura décelé et s'assurer que les travaux complémentaires à ceux de son corps d'état sont compris dans un autre lot ou feront l'objet d'une réalisation ultérieure.

Il devra signaler toute modification éventuelle de la réglementation effectuée après signature du marché et demander qu'un ordre de service soit délivré pour mise en conformité.

1-3 2

Données générales

Commune de **GAP**

Données climatiques :

GAP est situé dans le département des Hautes-Alpes

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-3 2 Données générales..."

L'altitude du Chateau de Charance située à **GAP** est de 1 044 m

NEIGE :

Les charges de neige à prendre en compte sont :

Zone C1 (suivant NV 65 révisé Avril 2009)

- Charge extrême $P_n = 251,30 \text{ daN/m}^2$

- Charge normale = $151,80 \text{ daN/m}^2$

VENT :

Zone 1 : Normal

- Pression dynamique de base normale : 50.00 daN/m^2

- Pression dynamique de base extrême : 87.50 daN/m^2 .

Zone sismique :

D'après le nouveau zonage sismique de la France et le décret n°2010-1255 du 22/10/2010, le site est classé en zone de sismicité modéré (zone 3) depuis le 1er mai 2011.

1-3 3

Annexes aux CCTP

Les annexes aux CCTP désignées ci-après font partie intégrante des pièces du marché, elles sont approuvées sans réserves par les entreprises de tous les corps d'état sans exception :

Annexe n° 1 : Cahier des Prescriptions communes

Annexe n° 2 : PGC Sécurité Protection de la Santé

1-3 4

Documents de références du présent dossier

Les présents CCTP et DPGF ont été établis à partir des documents suivants :

- Plan Phase PRO D01 : Carnet de menuiseries (10/2024)
- Plan Phase PRO D02 : Carnet de menuiseries et détails (10/2024)
- Plan Phase PRO D03 : Détail emmarchement et toiture (10/2024)
- Plan Phase PRO D04 : Carnet de détails Balcon Sud (10/2024)
- Plan Phase Etat des Lieux E01 : Plan de toiture (10/2024)
- Plan Phase Etat des Lieux E02 : Elevation Sud (10/2024)
- Plan Phase Etat des Lieux E03 : Elevation Est (10/2024)
- Plan Phase Etat des Lieux E04 : Elevation Nord (10/2024)
- Plan Phase Etat des Lieux E05 : Elevation Ouest (10/2024)
- Plan Phase Etat des Lieux E06 : Coupe AA (10/2024)
- Plan Phase Etat des Lieux E07 : Plan Rez-de-jardin (10/2024)
- Plan Phase Projeté P01 : Plan d'installation de chantier (10/2024)
- Plan Phase Projeté P02 : Plan de Toiture (10/2024)
- Plan Phase Projeté P03 : Plan des réseaux (10/2024)
- Plan Phase Projeté P04 : Elevation Sud (10/2024)
- Plan Phase Projeté P05 : Elevation Est (10/2024)
- Plan Phase Projeté P06 : Elevation Nord (10/2024)
- Plan Phase Projeté P07 : Elevation Ouest (10/2024)
- Plan Phase Projeté P08 : Coupe AA (10/2024)
- Plan Phase Projeté P09 : Plan Rez-de-jardin (10/2024)

1-3 5

Mode de mesure

Les quantités de matériaux seront toujours mesurées «en Œuvre » ou en dimension « vue », l'Entrepreneur tenant compte dans le calcul de ses prix unitaires des pertes, déchets, foisonnements, recouvrements, fatigue ou usure de l'outillage, etc.. déterminant des dimensions supérieures aux dimensions nominales.

CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX :

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-3 5 Mode de mesure..."

Tous les prix s'entendent hors taxes.

D'une manière générale, ils comprennent toutes les prestations et conditions définies dans les différentes pièces du dossier Marché. En particulier sont inclus dans les prix :

- tous les salaires et primes divers quel que soit l'horaire pratiqué, les charges sociales, les frais de déplacements, tous autres frais annexes,
- tous les frais d'installation de chantier,
- toutes les fournitures de matériaux et matières consommables incorporées directement ou non dans les ouvrages,
- tous les frais d'études et d'établissement des PAQ,
- tous les frais de matériel : amenée, repli, installation, amortissement et entretien,
- tous les frais de contrôle et essais définis dans les pièces techniques,
- les frais généraux et bénéfices de l'Entrepreneur,
- les frais de compte-prorata,
- et d'une façon générale, tout ce qui n'est pas désigné comme étant à la charge de la Maîtrise d'Oeuvre.

Conventions de métrés pour règlement :

Chaque prix unitaire correspond à un ouvrage fini tel que défini dans le C.C.T.P. et comprend en particulier toutes les prestations reconnues indispensables à l'achèvement complet et en parfait état de chaque ouvrage.

Sauf indications contraires dûment précisées "hors fourniture" ou "hors mise en place", tout matériel mentionné dans le C.C.T.P. est sous-entendu fourni, posé, fixé et raccordé, y compris toutes sujétions d'exécution.

En conséquence, seront compris implicitement, dans les postes du bordereau ci-après, tous les détails secondaires relatifs à la mise en oeuvre et aux prescriptions du descriptif.

Les conventions suivantes sont appliquées :

- postes réglés à la surface : la surface réglée est la surface couverte, sans que soient comptés les recouvrements.
- postes réglés au ml : la longueur réglée est la longueur théorique de l'ouvrage, sans tenir compte des recouvrements éventuels entre les différentes longueurs nécessaires pour exécuter l'ouvrage.

Travaux au forfait

Le montant forfaitaire des travaux est basé sur la liste des plans et documents contractuels nommés dans le marché, à l'indice de révision mentionné, l'Entrepreneur s'engageant à exécuter dans les règles de l'art une installation complète en parfait ordre

Les quantités estimées et présentées dans le dossier d'appel d'offres, ainsi que celles présentées par l'Entrepreneur lors de la soumission dans le sous-détail du forfait ne sont pas contractuelles.

L'Entrepreneur ne pourra prétendre remettre en discussion le prix forfaitaire en alléguant des erreurs d'omission ou d'estimation des quantités définies dans son offre.

L'indication des prix unitaires "pour mémoire" (p.m.), pour des postes ne comprenant aucune prestation dans le cadre des travaux au forfait, est demandée pour l'application à des travaux supplémentaires ou des modifications éventuelles.

Dans le courant du délai d'études des offres, l'Entrepreneur doit signaler, par écrit au Maître d'Oeuvre, toute omission, tout manque de concordance ou toute autre erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement des documents de consultation.

1-3 6 **Établissement des documents d'exécution d'atelier et de chantier**

A partir des documents écrits et graphiques établis par la maîtrise d'œuvre et joints au dossier de consultation, l'entreprise du présent poste doit l'établissement et la fourniture des documents écrits et graphiques d'atelier, de chantier et d'exécution complémentaires nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages comprenant :

- les coupes générales,
- les carnets de détails avec les ouvrages en interfaces

Les plans de coffrage, de coupes générales et de détails doivent faire apparaître clairement :

- les ouvrages dans lesquels ils s'insèrent,
- les ouvrages pour lesquels ils servent de support
- les organes et dispositifs de liaisonnement ou de désolidarisation,
- les cotations de détails,
- les nus et alignements de parements,
- les dispositifs de sécurité,

Ces documents graphiques doivent être accompagnés par :

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-3 6 Établissement des documents d'exécution d'atelier ..."

- les notices explicatives des phasages constructifs,
- les notices justificatives des ouvrages provisoires et/ou définitifs demandées par le Coordonnateur SPS et le contrôleur technique,
- les notices justificatives des dimensionnements constructifs,
- les notices justificatives des stabilités constructives, en phase provisoire et en phase service
- les procédures d'étude et de contrôle des ouvrages (PEC)
- les Plans d'Assurance Qualité (P.A.Q.)
- les notices justificatives répondant aux études statiques et dynamiques au séisme de la structure,
- les fiches techniques des procédés, des produits et matériaux,
- les fiches d'agrément des matériaux et produits.

Ces documents doivent correspondre aux exigences de la réglementation en vigueur et des prescriptions constructives du présent dossier dans le strict respect de l'aspect architecturale défini.

1-3 7

Protection des personnes

L'Entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la libre circulation et la sécurité des personnes et la protection des ouvrages conservés en l'état.

Un état des lieux sera dressé par le Maître d'Oeuvre, en présence des Entreprises, avant le début des travaux.

Il est rappelé que, conformément aux spécifications du C.C.A.P., l'Entrepreneur devra se rendre sur place pour juger de l'étendue des travaux à exécuter et établir son offre en toute connaissance de cause.

La protection générale des biens et des personnes en cours de travaux se fera en accord avec le plan général de coordination établi par le coordinateur SPS

L'entrepreneur est entièrement responsable de tous les accidents qui pourraient survenir aux personnels et aux dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages.

1-3 8

Sécurité collective permanente pour l'entretien

Outre les systèmes d'ancrages et panneaux d'accrochage provisoires pour la réalisation des travaux, les Entrepreneurs auront à leur charge les ancrages permanents permettant la mise en oeuvre d'éléments amovibles et les anneaux d'accrochage de lignes de vie assurant la sécurité des personnes travaillant à l'entretien futur des bâtiments, conformément au "CODE DU TRAVAIL", aux décrets d'application et suivant les normes de sécurité.

Les lignes de vie nécessaires aux travaux seront mises en place individuellement par chaque entreprise concernée.

L'ensemble des installations sera en conformité avec le règlement sanitaire départemental.

Ces travaux seront compris dans l'offre de prix de chaque Entreprise concernée.

Ces travaux seront soumis à l'approbation du Coordonnateur de sécurité, du Bureau de Contrôle, du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'oeuvre.

1-3 9

Obligation de l'entrepreneur

La nomenclature des travaux des lots ont été analysés avec soin Si ce n'était l'avis de l'entrepreneur, il ne pourrait toutefois se prévaloir de la brièveté ou de l'absence d'une prestation pendant ou après la période d'exécution. Il lui appartient donc de formuler ses observations pendant la période d'étude de sa proposition, et de joindre une note en annexe à son offre. Il pourra pendant la période d'étude, indiquer aux maîtres d'œuvre, toutes erreurs, oublis ou défauts de concordance entre les plans et les CCTP qu'il pourrait constater à lecture des documents, ou jugés notoirement flagrant. Le fait d'avoir remis une offre suppose qu'il a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation des travaux, et qu'il s'engage à exécuter ceux-ci dans les règles de l'Art ; quand bien même il lui semblerait qu'ils ne sont pas parfaitement prévus et définis sur les documents d'appels d'offres, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à une modification du forfait. L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance entre les divers plans.

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

1-3 10 Invariabilité du forfait

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire dans la limite des prescriptions des CCTP, et des plans DCE remis à l'appel d'offres. L'équipe de Maîtrise d'œuvre établit les CCTP dans le cadre de la mission de base, et le DPGF dans le cadre de sa mission EXE. Il appartient à l'entreprise de vérifier les quantités et d'informer les maîtres d'œuvre par écrit avant la remise de l'offre, de tous désaccords sur les prescriptions et les quantités.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire est donnée à titre indicatif, seuls les prix unitaires donnés par l'entrepreneur seront contractuels dans le cas de l'établissement d'éventuels avenants.

Aucune réclamation ne sera prise en compte par le Maître d'ouvrage après signature des marchés. Il appartient à l'entrepreneur de prévoir dans ses prix unitaires tous les compléments nécessaires pour une bonne exécution des ouvrages conformément aux règles de l'Art. La mise au point du marché et des plans d'exécution, ne pourra entraîner une quelconque modification du forfait.

1-3 11 Accessibilités PMR

Toutes les exigences de la réglementation en vigueur doivent être respectées en ce qui concerne l'accessibilité des ouvrages aux personnes à mobilité réduite.

1-3 12 Etudes d'exécution et de PAC

Les entreprises auront à leur charge : les Plans d'Exécution EXE ainsi que les plans d'ateliers et de Chantier (PAC)

Bien que l'entrepreneur ne puisse de lui-même apporter de modifications aux plans des Architectes, il devra indiquer à l'appui de son offre les changements qu'il compte proposer ou apporter au dossier en phase d'exécution, pour permettre une meilleure exécution et une finition parfaite.

1-3 13 Dérogation aux documents généraux

Les dérogations apportées par le C.C.T.P. au C.C.T.G. portent :

- * sur les caractéristiques des pierres calcaires, en dérogation au projet de norme NF.B 10.601 (voir C.C.T.P. Ouvrages en pierre de taille) ;
- * sur les liants et dosages des mortiers de pose des moellons, en dérogation à l'article 4.212 (calcaire) et 4.222 (grès granit) du DTU 20.1 ;
- * sur les liants, dosages et finitions du jointoiement après coup et rejointoiement des moellons (en calcaire, grès, granit) en dérogation à l'article 3.222.3 du DTU 20.1 ;
- * la couche de désolidarisation des carrelages en terre cuite (article 3.3 du DTU 52.1) ;
- * sur les liants et dosages des mortiers de pose des carrelages en terre cuite, en dérogation à l'article 5.31 du DTU 52.1 ;
- * sur la largeur des joints et constitution des mortiers de jointoiement des carrelages en terre cuite, en dérogation aux articles 4.61 et 5.32 du DTU 52.1 ;
- * sur les joints de fractionnement et périphériques, en dérogation aux articles 4.73 et 4.74 du DTU 52.1 ;
- * sur la composition des mortiers constitutifs des enduits, en dérogation au chapitre IV du DTU 26.1 ;
- * sur les tolérances de planimétrie et d'aplomb des enduits, en dérogation au chapitre VII du DTU 26.1 ;
- * sur les tolérances de finition des ouvrages en moellons, en dérogation aux articles 5.21 du DTU 20.1 (façade en pierres calcaires) et 5.22 (façades en granit et en grès) ;
- * sur les tolérances de finition des ouvrages de revêtements horizontaux, en dérogation à l'article 5.8 du DTU 52.1 (carrelage) ;
- * sur les caractéristiques géométriques des pierres calcaires en blocs, en dérogation à la norme NF.B.10.401 ;
- * sur les liants et dosages des mortiers de pose des pierres en blocs, en dérogation à l'article 4.212 (calcaire) et 4.222 (grès granit) du DTU 20.1 ;
- * sur les liants, dosages et finitions du jointoiement après coup et rejointoiement des pierres en blocs (en calcaire, grès, granit) en dérogation à l'article 3.222.3 du DTU 20.1 ;
- * sur les caractéristiques géométriques des dalles, marches et contremarches en pierres calcaires, en dérogation à la NF.B.10.401 ;
- * sur les liants et dosages des mortiers de pose des dalles en pierres calcaires, grès, granit, en dérogation aux articles 5.111, 5.112 et 5.522 du DTU 52.1 ;
- * sur les liants et dosages des mortiers de pose des marches et contremarches en pierres calcaires, grès, granit,

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-3 13 Dérogation aux documents généraux..."

en dérogation à l'article 6.41 du DTU 52.1 ;

* sur les liants et dosages des jointoiements des dalles de pierres calcaires, grès granit, en dérogation aux articles 5.113 et 5.52 du DTU 52.1 ;

* sur les joints de fractionnement et périphériques, en dérogation aux articles 4.73 et 4.74 du DTU 52.01 ;

* sur les tolérances de finition des ouvrages en blocs, en dérogation aux articles 5.21 du DTU 20.1 (façade en pierres calcaires) et 5.22 (façades en granit et en grès).

1-3 14 **Avis technique des matériaux**

Les matériaux, éléments ou ensembles envisagés, devront satisfaire aux spécifications du REEF et aux diverses normes particulières homologuées. Tous les produits, procédés et matériaux devront être sous Avis Technique du CSTB

Cependant, dans le cadre des restaurations des bâtiments et d'édifices inscrits ou classés au titre des Monuments Historiques l'entreprise peut, sous couvert de l'avis de la maîtrise d'œuvre et des déclarations qu'il se doit de faire auprès de son assurance.

Lorsque dans le présent C.C.T.P. figure la formule "à l'identique", elle implique le respect des contraintes archéologiques et architecturales liées à l'histoire du bâtiment ou du site concerné ainsi qu'une identité d'aspect avec les parties conservées, mais elle ne préjuge pas d'un usage strict des matériaux initiaux comme des techniques de mise en œuvre.

Le présent C.C.T.P., comme les autres pièces de marché qui le complètent, doit en conséquence définir pour chaque ouvrage (ou élément d'ouvrage) toutes les données à imposer pour sa réalisation, soit en fonction des normes qui sont rappelées, soit en y dérogeant.

Pour un certain nombre de ces ouvrages, il est fait mention de "surfaces de références" à localiser sur le bâti existant pour permettre à l'entreprise de connaître très précisément "le résultat" qui lui sera imposé et répondre ainsi à la notion d'identique évoquée ci-avant.

1-3 15 **Matériels**

L'Entrepreneur sera seul juge des moyens et du matériel à mettre en place pour l'exécution de ses travaux, sous réserve des précautions à prendre au droit des ouvrages contigus conservés. Les prix de l'Entrepreneur comprendront donc tous les engins et tout le matériel nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux.

En ce qui concerne les nuisances, la puissance des moteurs et appareils devra être étudiée de manière à limiter les bruits et l'Entrepreneur devra garantir le Maître de l'Ouvrage des condamnations prononcées contre lui en raison des troubles anormaux de voisinage causés par ses travaux, si ces troubles sont imputables à la puissance des engins utilisés.

La législation en vigueur concernant le bruit des appareils employés devra être impérativement respectée.

1-3 16 **Responsabilité de l'entrepreneur**

Les travaux seront effectués par des ouvriers spécialisés en respectant les règlements en vigueur. L'Entrepreneur prendra toutes précautions nécessaires pour éviter tout accident ou incident à ses ouvriers ou à des tiers.

L'Entrepreneur devra obligatoirement fournir, avec sa remise Offre de prix, l'attestation d'assurance « Responsabilité Civile » couvrant tous les procédés, matériels et matières utilisés pour l'exercice de sa profession, tous les dommages corporels, matériels et immatériels.

1-4 **Travaux sur matériaux amiantés et/ou plombés**

1-4 1 **Travaux sur ouvrages recouverts de peintures plombifères**

L'attention de l'entreprise est attirée sur les contraintes liées aux travaux sur ouvrages recouverts de peintures contenant du plomb et ses composés.

Le plomb pénètre dans l'organisme humain par la voie respiratoire (inhalation de poussières, fumées et vapeur de plomb) et par la voie digestive (ingestion de particules de plomb en fumant, en mangeant et en buvant). Les effets sont biologiques et toxiques.

Il est interdit d'occuper les travailleurs de moins de 18 ans aux travaux de grattage, brûlage et découpage de

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-4 1 Travaux sur ouvrages recouverts de peintures plomb..."

matières recouvertes de peintures plombifères. L'entrepreneur est tenu d'organiser une formation pratique pour les travailleurs susceptibles d'être exposés au plomb.

Les contrôles de l'exposition des travailleurs au plomb sont à la charge de l'entreprise et doivent être pratiqués par un organisme agréé par arrêté ministériel (contrôle initial et contrôles ultérieurs). Les modalités des contrôles atmosphériques sont définies dans un document établi par l'employeur. Les travaux sur ouvrages recouverts de peintures contenant du plomb sont soumis à une surveillance médicale spéciale.

L'entreprise est tenue de faire respecter l'hygiène suivant les normes en vigueur pour les travaux sur ouvrages recouverts de peintures contenant du plomb (vestiaires, toilette, repas et vêtements). Les travailleurs exposés au plomb seront équipés de gants, de vêtements de protection, d'une coiffure, de bottes ou chaussures de sécurité et d'une cagoule à adduction d'air ou d'un appareil respiratoire équipé d'un filtre anti-poussière.

Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche. Le confinement des zones de travail doit être réalisé avec une bâche armée et l'étanchéité à l'aide de ruban adhésif résistant et approprié. Les zones de travail doivent être équipées de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (aspiration à la source puis rejet après filtration).

Lors des travaux favorisant le dégagement de poussières de plomb exécutés dans des lieux occupés, l'entreprise devra isoler les zones de travail à l'aide de sas de confinement. Les zones de travail devront avoir une ventilation sur l'extérieur (le flux d'air doit se déplacer des zones saines vers les zones polluées) ou un dispositif pour l'expulsion mécanique de l'air pollué des zones de travail au moyen de filtres.

Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef. L'élimination des déchets doit se faire en centres de traitement agréés et subir une incinération suivie d'une stabilisation des résidus qui pourront ensuite être stockés en centres de classe I.

L'entreprise devra procéder à un nettoyage intensif à la fin des travaux générant de la poussière de plomb et avant la poursuite des travaux par les autres intervenants de la présente opération. Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres type EU9 à EU14. L'entreprise devra procéder à des prélèvements de poussières au sol et sur tous les ouvrages afin d'évaluer l'ensemble des procédures de sécurité mises en œuvre ainsi que l'efficacité du nettoyage.

1-4 2 **Évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs**

En cas de présence de plomb et/ou d'amiante ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :

* au décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (article L230-2 du code du travail). Applicable à partir du 8 novembre 2002 ;

Il est rappelé que selon l'arrêté du 23 février 2012, les entreprises ont l'obligation de formation pour toutes personnes susceptibles d'intervenir sur des ouvrages amiantés et ce dans le cadre de travaux en Sous Section 4 (intervention).

L'employeur devra fournir à la maîtrise d'ouvrage l'attestation de compétence obligatoire du salarié amené à intervenir sur les MCA

L'ensemble travaux en sous section 3 (retrait) et ou sous section 4 (intervention) sont régis selon les décrets et arrêtés ci-dessous. L'ensemble des intervenants de l'opération devra se conformer à ces exigences.

* Décret N° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

* Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

* Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

* Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les disques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

1-5 Connaissance des lieux et du projet

1-5 1 Connaissance des lieux et du projet

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis son offre :

- * de s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- * d'avoir fait toutes constatations de l'importance des travaux à exécuter et de toutes les sujétions d'exécution que peut comporter l'opération envisagée ;
- * d'avoir pris parfaite connaissance de la nature, de l'emplacement et de la disposition de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- * d'avoir pris connaissance des possibilités d'accessibilité, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- * d'avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations et toutes indications complémentaires qu'il aura jugées nécessaires ;
- * d'avoir pris connaissance des diagnostics et rapports du maître d'ouvrage décelant des matériaux contenant du plomb à une concentration supérieure au seuil fixé par la réglementation en vigueur (1mg/cm²) et de tous les autres diagnostics concernés par l'opération (amiante, parasitaire, etc.) ;
- * d'avoir pris connaissance des documents mentionnés au C.C.A.P. ;
- * d'avoir pris connaissance de l'intégralité des travaux de tous les corps d'état.

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux, du projet et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité des ouvrages à réaliser. L'entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, des prolongations de délais ainsi que prétendre à indemnité ou refuser l'exécution de travaux nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages des autres corps d'état.

1-5 2 Travaux en site occupé

Les travaux de restauration de la présente opération se dérouleront en site occupé.

Le Château de Charance restera ouvert aux employés et aux usagers du domaine pendant toute la durée de l'opération.

L'entreprise, en plus du nettoyage journalier obligatoire devra, les vendredis ranger et nettoyer les zones de travaux afin de permettre l'accès au site dans le respect de la sécurité des personnes.

1-6 Formalités avant démarrage du chantier

1-6 1 Etat des lieux prise de possession du site

L'entrepreneur prendra possession des lieux en présence du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

Le titulaire du **lot 01 Maçonnerie** fera réaliser à sa charge un constat d'huissier de l'état des existants : voies, réseaux divers...

L'entrepreneur ne pourra prétendre à aucun supplément, sous prétexte d'une méconnaissance quelconque de l'état des lieux, des abords, voisinages, clôtures, accès, ouvrages mitoyens, etc. L'entrepreneur prendra possession du terrain dans l'état actuel où il se trouve.

Après la prise de possession des lieux, les incidences résiduelles et contraintes telles la démolition de dallage ou plate-forme résiduelles, ainsi que la trépanation d'anciennes fondations s'il y a lieu, seront à sa charge.

L'entrepreneur fera son affaire personnelle de l'aménagement provisoire du terrain et de l'installation de chantier y compris réseaux divers dans l'emprise du chantier et alimentant des bâtiments en fonctionnement, (raccordement provisoire à prévoir dans le cas de démolition des réseaux existants), pour les besoins des travaux, et cela entièrement à sa charge et à ses frais, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit. L'entrepreneur devra rendre les abords extérieurs aux bâtiments faisant l'objet de son marché dans l'état où il les aura trouvés sous réserve des dispositions spécifiques prévues dans le CCAP.

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

1-7 Installations communes de chantier

1-7 1 Cantonnements et fluides

Les cantonnements communs sont à la charge du lot **01 Maçonnerie**, et destinés à l'exécution de tous les travaux de la présente opération. Tous les intervenants de la présente opération auront à leurs charges les baraques de chantier et les conteneurs propres à leurs besoins, notamment pour le stockage des matériaux et du matériel (les frais seront inclus dans les prix).

Le raccordement et la consommation des fluides (eau, électricité, éclairage général du chantier et assainissement) sont à la charge du lot **01 Maçonnerie** pour la base vie et pour la zone de chantier. Les installations complémentaires seront fournies par les intervenants concernés, à partir des installations existantes et dans le respect des normes en vigueur.

1-7 2 Installation de chantier

Les différents éléments constituant les installations communes de chantier ne devront pas constituer un accès facile à l'édifice et/ou au site. Les dispositifs contre l'intrusion et les fermetures provisoires de l'édifice et/ou du site pour en interdire l'accès en dehors des heures de chantier, sont à la charge du lot **01 MACONNERIE**. En cas d'absence de l'entreprise titulaire du lot **01 MACONNERIE**, les entreprises présentes sur le chantier seront responsables des accès à l'édifice et/ou au site.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de concéder à une agence de publicité de son choix, un droit d'affichage sur les différents éléments des installations communes de chantier (clôtures, échafaudages, etc.), sans que l'entrepreneur puisse réclamer une indemnité de ce fait.

Les installations communes de chantier de la présente opération sont à la charge du lot **01 MACONNERIE**

1-7 3 Échafaudages communs

Les échafaudages au-devant des différentes parties concernées et mentionnés dans le présent C.C.T.P. sont à la charge du lot **01 MACONNERIE** et à disposition de tous les intervenants, à savoir :

* Échafaudage vertical de pied pour les travaux de façade et travaux de couverture

Les remaniements et les renforcements ponctuels, pour des charges importantes, seront à la charge des intervenants concernés. Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés, que sous la direction d'une personne compétente ou par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate.

Les modifications d'échafaudage devront faire l'objet d'un accord écrit de l'entreprise responsable du matériel, du bureau de contrôle et/ou de l'organisme agréé par arrêté ministériel chargé de la vérification et du contrôle du matériel mis à disposition des entreprises.

Les échafaudages complémentaires, passerelles de liaison, planchers de travail, plateformes, platelages, chemins d'accès à l'intérieur de l'édifice, protections diverses, échelles, agrès divers, engins de manutentions ou dispositifs de levage nécessaires à la réalisation des travaux seront à la charge des intervenants concernés, à l'exclusion des échafaudages mentionnés dans le présent article.

1-7 4 Évacuation des eaux et réseau d'assainissement existant

Le réseau enterré pour l'évacuation provisoire des eaux pluviales ainsi que le raccordement, suite à la dépose d'éléments existants est à la charge du **Lot n°01 - Maçonnerie - Drain**. L'entreprise devra la protection des dispositifs actuels d'absorption des eaux pluviales sur les zones occupées par les aires de chantier. Ces dispositifs seront utilisés en tenant compte de tous les travaux d'adaptation et de remise en état à la fin de la présente opération.

La protection du réseau d'assainissement existant (Eaux Usées domestiques et Eaux Pluviales) est à la charge du présent lot y compris aux abords immédiats du chantier. La protection du réseau devra éviter l'introduction accidentelle de gravois, débris, déchets, etc. provenant du chantier. Dans le cas où la protection du réseau n'est pas efficace, l'entreprise devra le nettoyage soigné des différents ouvrages (caniveaux, ouvrages de voirie,

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-7 4 Évacuation des eaux et réseau d'assainissement exi..."

regards, cheminées, canalisations enterrées, etc.).

Le réseau nécessaire pour l'évacuation provisoire des Eaux Usées domestiques et Eaux Pluviales provenant des cantonnements communs et des aires de chantier est à la charge du présent lot. L'entreprise devra se renseigner des possibilités de raccordement aux réseaux existants.

Le dispositif pour l'évacuation des eaux de lavage et de ruissellement est à la charge de l'entrepreneur exécutant ces travaux. Ces dispositifs sont à mettre en place pendant la durée totale de l'opération.

1-7 5

Démarches et autorisations

Un chantier situé sur le domaine public ou à proximité de celui-ci doit faire l'objet d'une demande d'autorisation d'occupation aux services compétents (la police et la voirie). Cette demande donne lieu à un arrêté municipal. Les démarches et les frais occasionnés sont à la charge du lot **01 MACONNERIE** ainsi que les autorisations d'occupation temporaire du domaine privé.

Il appartiendra à l'entreprise titulaire du présent lot d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux.

L'entreprise pourra s'installer sur le domaine public à condition d'avoir l'autorisation d'occupation des services compétents (la police et la voirie). Les clôtures de chantier seront installées après que tous les dispositifs nécessaires à l'aménagement de la voirie soient mis en place.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

1-7 6

Abords et aires de chantier

L'établissement et l'entretien d'un point d'eau pour le lavage des véhicules ainsi que le nettoyage de la voie publique à la sortie du chantier, est à la charge du lot **01 MACONNERIE**. Les différentes entreprises devront le nettoyage systématique de tous les véhicules sortant du chantier.

L'établissement, l'entretien, le nettoyage et l'organisation des aires de chantier, des chemins de service et des voies de desserte du chantier sont à la charge du lot **01 MACONNERIE**. Les voies carrossables par des véhicules routiers comprendront tous les travaux nécessaires pour l'accès et la circulation. L'entrepreneur devra prévoir la préparation, la protection, l'aménagement et la remise en état du site.

La protection des abords immédiats et de la voie publique alentours est à la charge du présent lot. L'entreprise prendra toutes les précautions pour la protection de toutes les émergences diverses des différents concessionnaires situées sur la voie publique.

L'éclairage est à la charge du lot **01 MACONNERIE** pour les différentes parties de l'édifice (locaux divers, sous-sols importants, escaliers, accès sombres, etc.). L'éclairage du chantier sera également assuré en début et en fin de journée, pendant la durée totale de l'opération. Toutes les circulations horizontales et verticales utilisées pour l'exécution du chantier seront éclairées.

Pour l'installation des aires de chantier, l'entreprise devra prendre en compte l'accès des véhicules d'approvisionnement de l'édifice et du chantier. L'entreprise devra se renseigner des véhicules susceptibles de circuler dans et aux abords des aires de chantier et pendant toute la durée de l'opération.

1-7 7

Signalisation routière de travaux

La signalisation routière de travaux selon les arrêtés du 5 et 6 novembre 1992, est à la charge du lot **01 MACONNERIE** (aires de chantier, abords immédiats et voies publiques alentours). La signalisation comprendra trois niveaux : une signalisation d'approche, une signalisation de position et une signalisation de fin de prescription.

La signalisation d'approche comprendra : une signalisation de danger par panneaux triangulaires, une signalisation d'indication par panneaux rectangulaires et une signalisation de prescription par panneaux circulaires. Les distances entre panneaux seront déterminées en fonction de l'importance de la circulation.

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-7 7 Signalisation routière de travaux..."

routière sur les voies considérées.

La signalisation de position comprendra : un ou plusieurs biseaux de raccordement, un ou plusieurs signaux frontaux placés à l'origine du chantier, un balisage latéral avec répétition selon la longueur du chantier et un signal de fin de chantier.

La signalisation de fin de prescription sera placée en aval du chantier. Tous les signaux seront rétroréfléchissants. La signalisation nocturne des chantiers actifs ou non la nuit sera renforcée avec des signaux rétroréfléchissants de classe 2 et des feux clignotants de balisage et d'alerte. Les chantiers en milieu urbain feront l'objet de mesures complémentaires notamment des clôtures de chantier, des passages piétons, etc. Pour les chantiers mobiles, la signalisation doit être déplacée, soit par bonds successifs soit en progressant en même temps que le chantier et placée sur un ou des véhicules d'accompagnement. Les véhicules devront être obligatoirement dotés de feux spéciaux clignotants jaunes et le personnel équipé de vêtements de signalisation à haute visibilité.

Pendant l'approvisionnement du chantier l'entreprise devra bloquer provisoirement le flux des piétons sur la voie publique. La mise à disposition de l'homme-traffic sera à la charge des entreprises concernées.

1-7 8

Signalisation de sécurité et de santé

La signalisation de sécurité et de santé selon l'arrêté du 4 novembre 1993 transposant une directive européenne, est à la charge des entreprises concernées. La signalisation de sécurité a pour but de donner une information rapide sur un danger pouvant exister et d'en faciliter son identification précise. La signalisation comprendra trois types : signalisation par panneaux, signalisation sonore et signalisation lumineuse.

Signaux par panneaux : signaux d'avertissement d'un danger, signaux d'obligation, signaux d'interdiction, signaux de sauvetage, signaux de lutte contre l'incendie et signaux complémentaires d'information ou d'instruction.

Signaux sonores : le bruit émis par un avertisseur (klaxon, alarme, trompe, etc.) signale l'arrivée d'un danger (recul de véhicules, arrivée d'un convoi, etc.). Sa durée doit être aussi longue que l'action l'exige.

Signaux lumineux : lumière alternative en général de couleur jaune sur engin, machine ou installation. Dans certains cas particuliers, un signal lumineux associé à un facteur d'ambiance indique un comportement à tenir, par exemple le port obligatoire d'équipement de protection individuelle pour certaines prestations (voir article correspondant dans le présent C.C.T.P.).

1-7 9

Accès au chantier des véhicules

L'accès du chantier à tous les véhicules s'effectuera par l'accès désigné sur le plan d'installation de chantier. Chaque véhicule accédant au chantier devra être accompagné d'un homme-traffic permettant de bloquer provisoirement le flux des piétons sur le trottoir et des véhicules circulant sur la chaussée. La mise à disposition de l'homme-traffic sera à la charge des entreprises concernées par les véhicules. La sortie des véhicules s'effectuera dans les mêmes conditions.

L'accès au chantier des véhicules devra s'effectuer en début de journée en fonction de l'intensité du trafic routier.

L'accès au chantier pendant la journée et aux heures d'affluence est proscrit. La livraison des matériaux devra être programmée de manière à éviter tout stationnement de véhicules aux abords du chantier pour ne pas gêner la circulation routière, notamment des transports en commun.

1-7 10

Lutte contre l'incendie

Des extincteurs susceptibles de lutter avec efficacité contre un début d'incendie doivent être placés dans les cantonnements communs (bureaux, salles de réunions, réfectoire, vestiaires, sanitaires, etc.) par le titulaire du lot **01 MACONNERIE**. Des extincteurs doivent être placés à proximité des locaux ou des zones dans lesquels se trouvent des produits inflammables (locaux de stockage, local transformateur, terrasses lors de travaux d'étanchéité, etc.) par les entreprises concernées.

Ces extincteurs doivent être vérifiés périodiquement de façon à s'assurer qu'ils sont en état de fonctionner. Le choix du produit doit être adapté à la classe de feu et aux locaux dans lesquels l'extincteur peut être utilisé (avec ou sans risque électrique).

L'éclairage de sécurité est à la charge du lot **01 MACONNERIE** pour les sous-sols importants, les escaliers et les accès sombres (indépendamment de l'éclairage de chantier).

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-7 10 Lutte contre l'incendie..."

L'entreprise devra s'assurer de la libre circulation sur la voie publique, sur les abords et sur les aires de chantier des véhicules de secours et de lutte contre l'incendie.

1-7 11 Protections collectives

Le Plan Général de Coordination du coordonnateur (C.S.P.S.) et les divers documents mentionnés au C.C.A.P. précisent la nature des protections collectives (garde-corps, plinthes, auvents, éventails, planchers, filets, etc.) et à qui incombent celles-ci. Les protections collectives seront installées en début de chantier et au fur et à mesure de l'exécution des travaux.

Les mesures de protections collectives destinées à empêcher les chutes de personnes et les mesures de protections destinées à empêcher les chutes d'objets et de matériaux seront conformes au chapitre II et III du titre I du décret du 8 janvier 1965 et aux textes d'application.

Protections collectives à la charge du lot **01 MACONNERIE** :

* dispositifs destinés à empêcher la chute de hauteur des personnes et la chute d'objets et de matériaux depuis les installations communes de chantier (échafaudages, sapines, passerelles de liaison, plateformes, etc.) et les différentes zones concernées par les travaux du lot **01 MACONNERIE**.

Protections collectives à la charge des autres intervenants :

* dispositifs destinés à empêcher la chute de hauteur des personnes et la chute d'objets et de matériaux depuis les différents éléments constituant les installations de chantier propres aux autres intervenants et les différentes zones concernées par leurs travaux.

Dans le cas où la protection collective ne peut être assurée de manière satisfaisante, les entreprises devront mettre à disposition des travailleurs des appareils, équipements ou produits protecteurs appropriés aux travaux (chapitre IV du titre I du décret du 8 janvier 1965). Ces équipements de protection individuelle devront posséder un niveau de performance adapté à l'intensité des risques encourus et seront conformes à la réglementation en vigueur.

1-8 Protections des ouvrages

1-8 1 Protection des ouvrages existants et assurances

L'entrepreneur, dès son intervention sur le chantier, a, à sa charge, la protection efficace et durable de tous les ouvrages existants ou en cours de construction aux abords du chantier. Il est dû à ce titre également l'entretien des protections pendant toute la durée du chantier, la dépose soignée et l'enlèvement, ainsi que toutes les réfections et remises en état, en fin de travaux. Il doit être titulaire d'une police d'assurance ou d'un avenant d'extension le couvrant pour les dommages causés aux tiers, ainsi qu'aux bâtiments existants.

1-8 2 Protection des ouvrages existants et restaurés

L'entrepreneur doit prévoir toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection :

- des ouvrages existants et notamment des éléments anciens (sol, élévation, surplomb, épiderme, parement, etc...) ;
- de la totalité des travaux faisant l'objet du présent marché ;
- de la totalité des travaux faisant l'objet des marchés des autres entreprises intervenants sur :
 - * le chantier
 - * des ouvrages contigus au chantier

1-8 3 Protection des ouvrages

La protection générale des ouvrages en cours de travaux se fera en accord avec le PGC SPS. Les entreprises sont responsables de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de leur fait, de celui de leur personnel, des intempéries : du gel, de la déshydratation etc. Pour palier ces inconvénients, il leur appartient de prendre toutes précautions utiles et nécessaires tels que :

Protections, bâchages, jetées provisoires, etc.

Protection des huisseries

Protection des menuiseries et parements fins,

Protection contre le vol,

Protection des sols finis carrelage, PVC, parquets etc.

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-8 3 Protection des ouvrages..."

Protection des quincailleries, des robinetteries, appareillages électriques, etc.

Tous les ouvrages présentant une fragilité quelconque seront protégés par tous les moyens appropriés à leur nature contre les chocs et souillures susceptibles de les détériorer ou de les dégrader pendant l'exécution des travaux. Chaque corps d'état est responsable de ses propres ouvrages. Toutes les protections sont réputées comprises dans le forfait de l'entreprise au même titre que l'entretien ou le remplacement de ces protections. Est également à la charge de l'entrepreneur, le remplacement éventuel de pièces détériorées, la dépose et repose qui seraient nécessaires en cours d'exécution des travaux. La dépose définitive des protections en fin de chantier lui incombe également.

Les réparations ou remises en état nécessaires à la suite de fautes d'intervenant, sont exécutées selon les ordres du Maître d'Oeuvre ou du Maître d'ouvrage, et sont à la charge de l'entrepreneur.

1-8 4

Protection des sols finis

Certains travaux seront exécutés sur ouvrages finis, tel que les sols. A cet effet, l'entreprise concernée prendra toutes les dispositions et précautions d'usage, et mettra en œuvre des protections appropriées à ses frais. Sur sol fini, très fragile la protection sera totale soit par une moquette déroulée, soit par un platelage en aggloméré de bois.

1-9

Gestion des interfaces

1-9 1

Incidences et interfaces

L'ensemble des travaux de tous les corps d'état seront exécutés en étroite liaison avec toutes les entreprises.

Les entreprises devront assurer la coordination entre elles permettant d'intégrer les sujétions, elles devront gérer les interfaces, produire les réservations en temps et en heure, aux dimensions nécessaires à l'exécution des ouvrages, et fournir les caractéristiques techniques des prestations nécessitant des réservations particulières ou engendrant des surcharges non intégrées à l'étude en phase PRO.

De même toutes les découpes, pénétrations, réservations nécessitant une intervention en usine ou en atelier seront définies par les entreprises entre elles dans la phase de préparation et de synthèse.

Toutes les incidences financières sont à la charge des entreprises concernées, aucune réclamation ne sera admise tant par la maîtrise d'œuvre que par la maîtrise d'ouvrage.

Les entrepreneurs ne pourront pas se prévaloir de méconnaître le contenu des autres lots pour justifier de travaux supplémentaires.

Chaque entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces (CCTP, pièce annexes de tous les lots, notices, etc...)

1-9 2

Réservation - trous - scellements

L'Entrepreneur du lot 01 MACONNERIE exécutera, à sa charge et à ses frais, dans ses ouvrages, pour les autres lots, les prestations suivantes :

* Toutes les réservations pour passage de gaines, et réseaux données en temps et en heure par les entreprises concernées

* Incorporations des boîtes, données par l'électricien.

* Incorporation des platines et autres ouvrages à sceller.

Les bouchements, calfeutrements, raccords des passages seront assurés par les titulaires de chaque lot.

L'Entrepreneur du lot 01 MACONNERIE devra tous les raccords et les réfections des parties apparentes au droit des ouvrages démolis, suivant projet.

Par ailleurs, **L'Entrepreneur du lot 01 MACONNERIE** assurera la pose des taquets, pièces d'ancrage, clames, fourreaux, etc.. au coulage du béton ou au montage des maçonneries.

Pendant la période de préparation, suivant les délais impartis au planning, les Entrepreneurs feront connaître, par un plan d'ensemble, ou éventuellement par plans de détails, la totalité des trous à leur réserver et les emplacements des ouvrages à mettre en place au coulage des bétons.

Chaque Entrepreneur concerné fournira les pièces accessoires à mettre en place au coulage des bétons, avec plans de détails et indications exactes des emplacements.

Chaque Entrepreneur concerné vérifiera sur place l'exécution des réservations qui lui sont nécessaires. Il préviendra **l'entreprise titulaire du lot 01 MACONNERIE** des erreurs ou omissions quinze jours avant sa propre intervention, afin que **l'entreprise 01 MACONNERIE** y remédie. La charge des frais sera supportée par

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-9 2 Réserve - trous - scellements..."

l'entreprise dont la responsabilité aura été reconnue.

Ces plans seront soumis au Maître d'Oeuvre et au Bureau de contrôle pour acceptation.

Les Entrepreneurs n'ayant fourni aucun plan ou ayant effectué une erreur ou omission dans leurs renseignements, effectueront ces travaux préparatoires, à leurs charges et à leurs frais, excepté les percements dans le BA qui seront exécutés par **l'Entreprise 01 MACONNERIE** (sauf spécifications particulières du C.C.T.P.) à la charge et aux frais de ces dernières. Les Entreprises concernées auront également à supporter les frais de remise en état des ouvrages détériorés.

Tous les percements, scellements, calfeutrements, bouchements et raccords non prévus dans la liste ci-avant seront à la charge du Corps d'état qui nécessite ces travaux.

Le Maître d'Oeuvre se réserve le droit de faire exécuter ou refaire, par **l'Entreprise 01 MACONNERIE**, les raccords qu'il jugera de qualité insuffisante, à la charge et aux frais des Entreprises qui entraînent ces travaux et qui les régleront au maçon sur la base de la série Académie d'Architecture, avec application des coefficients à la date d'exécution des travaux et rabais de 15 %.

Les scellements seront exécutés au ciment ou mortier de résine, les raccords avec un enduit de même composition et teinte que celui d'origine.

Pour la pose des menuiseries extérieures contre les murs de façade en maçonnerie d'agglomérés, **l'Entrepreneur du lot 01 MACONNERIE** aura à sa charge un listel sur la face intérieure, en enduit ciment de 50 mm de largeur, au périmètre des baies et de 5 mm d'épaisseur minimum.

Les trous et scellements exécutés sur matériaux apparents seront réalisés après approbation du Maître d'Oeuvre en ce qui concerne leur emplacement et leur réalisation.

L'Entrepreneur 01 MACONNERIE assurera, d'une manière permanente, l'ensemble des travaux lui incombant pendant toute la durée du chantier (y compris période de congés annuels).

1-9 3

Incorporation

Le titulaire du lot Gros oeuvre fera son affaire des incidences et interfaces relatives à l'incorporation de fourreaux, huisseries, bâtis, cadres, douilles, réseaux etc. et d'autres matériels avant coulage dans le béton, et ce pour une parfaite incorporation des ouvrages de second oeuvre.

1-9 4

Prise de côtes sur les plans

L'entrepreneur est tenu de vérifier avant toute exécution, toutes les cotes portées aux plans qui lui sont fournis par le Maître d'Oeuvre. Aucune mesure ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans, sauf sur les dessins à grandeur d'exécution. En cas d'erreur, d'insuffisance ou de manque de cotes, l'entrepreneur doit se référer au Maître d'Oeuvre, qui fait lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires.

1-9 5

Travaux sur prescriptions du maître d'œuvre

Tout travaux commandés en cours de chantier par le maître d'œuvre en accord avec le maître d'ouvrage seront réglés dans le cadre des Travaux Supplémentaires. En cas de non commande, cette somme sera déduite du décompte définitif.

1-9 6

Réception des supports

Les prescriptions des DTU, les CCTP et le présent document précisent les tolérances, planimétries, états de surfaces, arases, etc. des différents ouvrages. Si la qualité des supports n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, le Maître d'œuvre décidera des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires et incidences qui résultent de la mauvaise exécution des supports seront à la charge de l'entreprise incriminée.

Au titre des différents CCTP, doivent être précisés les états de surface et les niveaux d'arase des supports établis par tel lot pour l'exécution des prestations de tel autre lot. Ces renseignements sont indicatifs et ne sont opposables ni à la Maîtrise d'Ouvrage, ni à la Maîtrise d'œuvre.

Il importe, pour chaque entrepreneur, de s'assurer, au titre de la coordination générale des entreprises, et en préalable à l'exécution des travaux, de la compatibilité des supports, tant en état de surface qu'en arase, eu égard aux prestations que ces supports doivent recevoir.

L'entrepreneur, devant la réalisation des prestations sur des supports établis par un autre intervenant, procède avec celui ci, à la réception, desdits supports. L'entrepreneur ayant établi les supports procède à ses frais aux travaux nécessaires pour lever les éventuelles réserves et (ou) observations formulées et justifiées.

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-9 6 Réception des supports..."

En cas de litige, les entrepreneurs s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage du Maître d'œuvre.

1-10 Produits - matériaux - échantillons - etc...

1-10 1 Compatibilité électromagnétique

Tous les appareils électriques et électroniques devront être conformes aux dispositions relatives à la compatibilité électromagnétique contenues dans le décret n° 92-587 du 26 juillet 1992, arrêtés, mise à jour, visant le marquage CE des appareils.

1-10 2 Références de produits et marques

Les matériaux, éléments ou ensembles envisagés, devront satisfaire aux spécifications du REEF et aux diverses normes particulières homologuées. Tous les produits, procédés et matériaux devront être porteur d'un Avis Technique du CSTB. Si l'entrepreneur pensait devoir proposer soit des matériaux de marques différentes, soit un système équivalent de technique similaire et d'aspect identique, il ne pourra le faire sans l'accord des Maîtres d'œuvre ni sans que les dits matériaux soient conformes aux exigences de performances citées dans les CCTP. L'entrepreneur remettra à l'appui de son offre la liste des marques des produits qu'il compte employer, une fois telle ou telle marque agréée par le Maître d'Ouvrage et les Maîtres d'œuvre, il ne pourra en changer sans un accord écrit. La référence à tel ou tel produit s'entend dans la gamme complète du fabricant sans limite de teinte de classe ou de type et ce, en accord avec la nature de l'ouvrage.

1-10 3 Matériaux et appareillages équivalents

Les matériaux et appareils mentionnés au Cahier des Clauses Techniques Particulières avec leurs marques, numéros de catalogue, références, types, etc.. ne sont pas impératifs. Des matériaux équivalents (de qualité au moins équivalente : robustesse, aspect, garantie, caractéristiques techniques) pourront être admis. Les dénominations « ou similaires » dans les différents CCTP seront assimilées à la définition indiquée dans ce présent paragraphe.

Les ouvrages devront obligatoirement avoir un marquage CE

Toutefois, l'Entrepreneur devra en fournir la nomenclature exacte et les caractéristiques avec son Offre de prix.

Dans le cas où l'Entrepreneur ne joindrait aucune nomenclature des marques et caractéristiques des matériaux et appareils proposés, il sera considéré que son Offre de prix est établie conformément aux marques et références des matériaux et appareils spécifiées dans le C.C.T.P.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvre peuvent refuser tous matériaux ou matériels dits « équivalents » si ces matériaux et matériels sont jugés irrecevables.

Les matériaux et matériels proposés par les Entrepreneurs seront soumis à l'accord du Bureau de contrôle, et sous réserve de l'acceptation préalable du Maître d'œuvre.

1-10 4 Stockage des matériaux

Contrairement aux indications des "Cahiers des Clauses Spéciales D.T.U." :

La mise à disposition de l'Entrepreneur, des locaux nécessaires au dépôt sur chantier des approvisionnements (qui restent sous l'entière responsabilité des Entreprises) et les opérations éventuelles de chauffage de ces locaux, ne sont pas à la charge du Maître de l'Ouvrage, mais à la charge de l'Entrepreneur qui pourra établir ces locaux à l'endroit prévu dans le plan du chantier avec l'accord du Maître d'Ouvre et de l'Entreprise responsable de l'organisation du chantier (suivant C.C.A.P.). Toutefois, les locaux en construction disponibles pourront être utilisés par l'Entrepreneur, et en accord avec le Maître d'Ouvre, dans la mesure où le stockage n'entrave les travaux d'aucun corps d'état, la réparation des dégradations étant aux frais de l'Entrepreneur utilisant les locaux.

1-10 5 Échantillons

L'Entrepreneur est tenu de produire toutes justifications de provenance et de qualité pour les matériaux et matériels mis en œuvre et de fournir tous les échantillons qui lui seraient demandés.

Ces échantillons seront remis au Maître d'Ouvre qui en deviendra propriétaire. Ils pourront soit être utilisés comme essai, soit être rendus à l'Entrepreneur pour évacuation du chantier.

La fourniture de ces échantillons, ainsi qu'éventuellement les frais d'essais de laboratoire, seront à la charge de

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-10 5 Échantillons..."

l'Entrepreneur du présent lot.

Les échantillons pour tous les revêtements, auront les dimensions suivantes 1,00 x 1,00 ml.

1-10 6 **Aciers**

D'une manière générale, les matériaux constitutifs des équipements seront adaptés aux conditions de services : hygrométrie, température, nature des matériaux transportés ou traités, sollicitations mécaniques, atmosphère corrosive, ...

Les caractéristiques chimiques, mécaniques, dimensionnelles des aciers utilisés pour les éléments de structure, et tôleries, les boulons sont celles définies par les normes NF en vigueur. Toutes les pièces doivent être saines sans défauts d'exécution.

Le choix de la qualité est établi en fonction des sollicitations et du mode constructif des éléments d'ossature, en uniformisant ce choix pour un même élément. Ce choix tiendra compte des températures les plus basses possibles sur le site (fatigue, vibration).

Dans le cas de fournitures d'acier de production non française, le Titulaire devra impérativement prévoir des aciers agréés par la Commission Interministérielle (aciers conformes au fascicule 4, titre III du C.P.C.).

La qualité minimale des aciers inoxydables ne sera pas inférieure à la classes Z2 CND 17-12, correspondant à la classe 316 L de la norme AISI.

Sur les zones à forte condensation on limitera autant que faire se peut l'utilisation d'éléments métalliques (il sera préféré la mise en œuvre de capotages type plastique voir inox dans le cas de contraintes mécaniques importantes ou de manutentions fréquentes).

Dans les zones confinées, en ambiance humide saturée de manière permanente et là où des matériaux de type plastique ne peuvent être utilisés la mise en œuvre d'acier inox sera préférée à tout revêtement peint ou galvanisé à moins d'une justification technique acceptable.

1-10 7 **Tubes PVC pression**

Les canalisations seront du type chlorure de Polyvinyle de la série d'épreuve minimale 10 bars, et conforme à la norme NFT 54-016. Il seront de qualité alimentaire.

Les pièces de forme (Tés, coudes, collets etc.) seront des pièces injectées et l'assemblage avec les tubes se fera par collage.

L'ensemble du produit mis en œuvre devra bénéficier d'une garantie décennale du fabricant.

Toutes les canalisations et équipements devront être repérées avec le sens d'écoulement des fluides.

Chaque équipement sera repéré par une plaque métallique gravée fixée par une chaînette. Le numéro d'identification sera celui du PID.

Tuyauteries : teintes conventionnelles et sens de circulation des fluides, suivant normes NF X 08.100 à 107.

1-10 8 **Provenance des matériaux**

Tous les matériaux, fournitures, articles de fabrication spéciale, etc. devront être obligatoirement neufs. Les références à des marques dans le présent descriptif n'ont pas pour objet d'exclure d'autres fabrications qui leur seraient équivalentes et qui pourront être acceptées, si elles sont reconnues par le Maître d'œuvre comme satisfaisant aux spécifications. Pour la soumission de base, l'entrepreneur s'engage à mettre en œuvre le matériel dont les types, marques et références sont équivalentes à celles qui figurent au présent dossier. Les matériaux ou articles de fabrication spéciale dont les marques et provenance sont spécifiées au cours des devis descriptifs, de même que ceux suivis des mentions « équivalent », « similaire », ou « genre », pourront être remplacés par des matériaux ou articles de fabrication différente, sous réserve de l'autorisation écrite du Maître d'œuvre sur justification écrite et détaillée de l'entreprise, se rapportant à l'équivalence de qualité et de prix.

1-10 9 **Échantillons et prototypes**

Les entrepreneurs devront, avant exécution des ouvrages ou commande des matériaux, présenter aux maître d'œuvre et maître d'ouvrage des échantillons et prototypes en grandeur nature, et obtenir leur accord.

Les palettes d'échantillons ne seront autorisées que pour le choix des teintes.

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

1-10 10 **Matériaux non traditionnels**

Tous les matériaux non traditionnels seront présentés à l'agrément du Maître d'œuvre et du représentant du Maître d'ouvrage en temps voulu pour ne pas retarder la préparation du chantier et l'exécution des fournitures ou travaux. Ils seront accompagnés de documents techniques détaillés et attestation d'assurance particulière. La note technique soumise à agrément doit comporter notamment : la provenance du matériau, sa nature chimique, ses caractéristiques, son mode de conditionnement et de transport, ses conditions d'utilisation, les essais effectués et leurs résultats, les références d'utilisation, les contrôles à effectuer, note du fabricant. Le cas échéant l'attestation de couverture d'assurance spéciale et/ou la notification ATEX (Avis Technique à Titre Exceptionnel). Ils devront obligatoirement avoir obtenu l'accord du contrôleur technique.

1-11 **Contrôle - Essais**

1-11 1 **Contrôle interne de l'entreprise**

Il est rappelé l'obligation pour les constructeurs de procéder, pendant la période d'exécution des travaux, aux vérifications techniques qui leur incombent aux termes de la loi du 4 janvier 1978 et de ses décrets d'application. Pour cela, en début de chantier, l'Entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché, Au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées,

Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'Entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages exécutés ou à réaliser par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.

Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou règles de l'art,

Au niveau des essais, l'Entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles, et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès verbaux, qui seront transmis pour examen au Maître d'Oeuvre et au Bureau de Contrôle.

Nota: L'entrepreneur sera tenu, à tout moment de son intervention (étude, exécution, période de garantie), de se conformer aux directives et instructions des représentants habilités au Bureau de Contrôle. Sur simple demande du Bureau de Contrôle, l'Entrepreneur lui fournira en deux exemplaires, les plans, détails et notes de calculs de fabrication nécessaires à l'exécution de la mission dudit bureau.

1-11 2 **Contrôle qualité**

Les Entreprises, annexeront à leur offre un programme de « Contrôle de Qualité » spécifiant la traçabilité, les essais, épreuves et inspections qu'ils comptent mettre en œuvre pour vérifier la bonne qualité des études et de la construction avant fabrication, assemblage ou mise en œuvre.

Dans les 2 mois qui suivent la passation du marché, son titulaire complète ce programme en spécifiant la nature et le calendrier des contrôles à effectuer, en intégrant les essais prévus au Chapitre « Essais » du présent document, ainsi que les réceptions techniques préalables, afin de constituer un « Plan de Contrôle de Qualité » qui sera soumis à l'accord du Maître d'ouvrage.

Les Entreprises et leurs sous traitants, sont tenus de remettre au Maître d'ouvrage les rapports d'essais ou d'épreuves, les certificats d'origine, les procès verbaux de réception établis par les organismes de contrôle et tout document nécessaire pour assurer le Maître d'ouvrage que les études et les éléments de construction sont conformes aux prescriptions du programme général. Les frais relatifs à ce « Contrôle de Qualité » sont à la charge des Entreprises, de leurs sous traitants, chacun pour ce qui le concerne.

En cas de contestation de la part du Maître d'ouvrage, il pourra demander un contrôle contradictoire effectué par un organisme compétent choisi d'un commun accord. Les résultats de ce contrôle contradictoire sont décisifs. Les frais sont à la charge de l'Entreprise ou du sous traitant, chacun pour ce qui le concerne, si les résultats prouvent la non conformité de l'élément contrôlé, dans le cas contraire, ils sont à la charge du Maître d'ouvrage. Les Entreprises et leurs sous traitants, assurent au Maître d'ouvrage libre accès à tout instants, aux lieux de

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-11 2 Contrôle qualité..."

production des études, de fabrication ou d'assemblage, en vue de contrôler de la stricte conformité de la mise en œuvre.

1-11 3 **Contrôle technique des ouvrages**

Les entreprises sont dans l'obligation de satisfaire aux demandes de vérification du contrôleur technique, ainsi qu'aux normes d'essais définies par les circulaires et fascicules en vigueur, en particulier :

COPREC N°1 et COPREC N° 2

Les frais des essais et échantillons demandés sont à la charge des entreprises.

Les entreprises fourniront au contrôleur technique tous les documents nécessaires aux vérifications, tels que plans de fabrication et de mise en œuvre, textes justificatifs, notes de calcul, certificats d'essai en laboratoire, PV d'essai des matériaux et PV de tenue au feu, Avis Techniques des matériaux et procédés de construction

1-11 4 **Moyens de contrôle**

Les appareils de contrôle et de mesures nécessaires sont mis à la disposition du Maître d'Ouvrage par les entreprises concernées, à savoir : thermomètre enregistreur - scléromètre étalonné régulièrement - règle en alu de 2 m de long avec 2 niveaux à bulle incorporés - 1 téléscomètre de 5 m avec niveau à bulle incorporé - 1 anémomètre enregistreur - 1 pluviomètre - 1 laser de chantier - 1 sonomètre. Cette liste n'est pas limitative.

1-11 5 **Niveau de qualité et essais**

Les niveaux de qualité et de finition des ouvrages requis pour cette opération seront de tout premier ordre, qualité irréprochable et finition de premier choix ou première qualité. Le Maître d'Ouvrage et la Maîtrise d'œuvre se réservent le droit de refuser tout ouvrage ou partie d'ouvrage qui ne leur paraîtrait pas présenter le degré de finition requis en regard du caractère de l'ouvrage. L'entreprise visée sera alors invitée à reprendre l'ouvrage jugé non recevable ou ne répondant pas aux critères exigés dans les CCTP. En cas de refus, les travaux seront engagés à ses frais. De même, toutes les performances exigées seront contrôlées par des essais aux frais exclusifs de l'entreprise.

1-11 6 **Conformité d'exécution avec les plans**

Les ouvrages décrits dans les présentes devront correspondre à l'aspect architectural des dessins, plans coupes façades, et détails architectes.

Les entrepreneurs devront s'assurer de la conformité des prestations décrites, avec l'aspect général souhaité par les architectes.

La primauté du CCTP sur les plans ne vaut que dans la nature des matériaux et leurs techniques de mise en œuvre ainsi que le degré de finition, et non pas pour l'aspect architectural général.

On entendra par technique de mise en œuvre, la pose des ouvrages, en dehors de toute fabrication, usinage et mise en forme, galbe cintre etc. Toutes modifications tendant à dénaturer le projet seront refusées, la mise en conformité architecturale se fera alors au frais exclusif de l'entreprise concernée, sans préjuger des incidences financières sur les autres corps d'état.

1-12 **Organisation du chantier**

1-12 1 **Chauffage de chantier**

Le Maître d'Ouvrage ne doit aucun préchauffage. Dans l'hypothèse où le respect du calendrier d'exécution nécessite ce préchauffage, une mise en service de l'installation de chauffage pourra être envisagée après accord du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Ouvre.

Dans ce cas, le coût de l'énergie et la prime d'assurance sont supportés par le compte prorata dès la mise en service de l'installation. La remise en état de l'installation, tous les travaux de purge, dépose, repose, vérification, etc. sont à la charge du compte prorata, exécuté par le lot concerné (électricité, ou chauffage). En aucun cas la mise en route de l'installation pour le préchauffage ne saurait se substituer à la réception de l'installation. Si le préchauffage nécessaire ne peut être réalisé au moyen de l'installation définitive, le titulaire du lot concerné doit aux frais du compte prorata, la mise en place et la conduite d'une installation provisoire de préchauffage.

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

1-12 2 **Gestion des déchets**

Conformément aux prescriptions de la Directive Européenne du 16 juillet 1999, et aux prescriptions de l'annexe 1 CPC chaque entrepreneur devra trier ses propres déchets de chantiers, et les stocker dans les bennes appropriées, à l'emplacement défini par le Lot Maçonnerie, qui se chargera de l'évacuation en décharge appropriée. Tout manquement ou carence seront passibles de pénalités qui seront appliquées à l'entreprise générale qui les répercutera au sous-traitant incriminé.

1-13 **Nettoyage - nuisances**

1-13 1 **Environnement**

L'Entreprise devra veiller à la protection de l'environnement.
 En particulier, elle ne devra en aucun cas permettre, sans accord préalable du Maître d'Oeuvre, toutes implantations, tous passages de véhicules ou de personnel, en dehors des limites autorisées de chantier.
 L'Entreprise devra, en outre, tout nettoyage, toutes les réfections nécessaires, dans le cas de détériorations accidentelles des ouvrages publics ou privés, pendant toute la durée des travaux (nettoyage et réfections dans la mesure où cette dernière est reconnue comme l'auteur des dégâts).

1-13 2 **Limitation des nuisances**

L'entrepreneur devra veiller à ce que la propreté la plus grande règne à l'intérieur, à l'extérieur et aux abords du chantier, et le gestionnaire du compte prorata devra faire procéder à un nettoyage général chaque fin de semaine. L'entrepreneur veillera également à ce que soient prises toutes les précautions pour limiter, dans toute la mesure du possible, la gêne occasionnée aux occupants des immeubles voisins (bruits, vibrations, projections).

1-13 3 **Nettoyage des voies publiques**

Le nettoyage systématique des voies et voiries autour du chantier, salies par le passage des engins doit être prévu par le compte prorata. L'entrepreneur titulaire du compte prorata a à sa charge les frais d'entretien, de réparation et de nettoyage des voies qui pourraient être réclamés par la Commune de , et conformément au PGC.

1-13 4 **Nettoyage de chantier**

En fonction de l'avancement des travaux et à la demande du Maître d'Oeuvre, l'entreprise titulaire du compte prorata est tenue de procéder régulièrement, et aux frais du compte prorata, au nettoyage du chantier, et débarrassage des déchets et débris. Il installera et assurera la maintenance des goulottes d'évacuation des gravats et mettra en place un système de tri et d'évacuation des déchets conformément aux dispositions réglementaires.
 Il devra être procédé au minimum à un nettoyage général hebdomadaire de la totalité du chantier. Les dispositions ci avant s'appliquent également à l'aire de chantier et aux abords.

1-13 5 **Enlèvement des gravois et nettoyage**

Chaque entrepreneur devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux, procéder à l'enlèvement des gravois, au balayage des sols et au nettoyage général.
 Chaque entrepreneur aura à sa charge le ramassage, le remplissage d'un conteneur, la mise à disposition d'agrs nécessaires à l'évacuation, le coltinage, la descente et/ou le montage, les transports, les manutentions, la sortie de ses gravois après nettoyage et la mise en tas à l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier ou le remplissage d'un matériel d'enlèvement. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux. Les gravois qui seront évacués des étages à dos d'homme le seront à l'intérieur de sacs étanches.
 Chaque entrepreneur aura à sa charge l'enlèvement de tous les gravois et déchets découlant des travaux.
 L'entrepreneur devra : la mise en place d'un matériel d'enlèvement (camions, bennes, conteneurs, etc.), le

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-13 5 Enlèvement des gravois et nettoyage..."

chargement, le transport des gravois aux décharges et /ou dans des déchetteries spécialisées, le déchargement et le règlement des droits de décharges (terrestre ou fluvial). Le prix tiendra compte du foisonnement des matériaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet. Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre pourra demander un nettoyage chaque fois qu'il le jugera nécessaire et notamment pour les réunions de chantier et particulièrement en fin de chantier avant les opérations de réception des ouvrages.

L'entrepreneur devra tenir compte dans son offre de l'incidence des masques et combinaisons étanches à la poussière, cloisonnements étanches dans le cas de présence de plomb, d'amiante ou tout autre déchet industriel spécial (pyralène, fréon, bois traité, hydrocarbure, etc.) nécessitant des dispositions particulières, l'évacuation des gravois dans des sacs étanches ou des bidons fermés et étiquetés, le chargement par tri sélectif si nécessaire et l'évacuation des gravois y compris droits de décharge dans des centre de stockage ou des centres de traitement appropriés.

L'entrepreneur est responsable de l'évacuation des déchets qui résultent de son activité ; il se devra d'établir un schéma d'organisation et de gestion des déchets qui définisse les modalités pratiques d'organisation pour la gestion des déchets sur le chantier et de s'assurer des bonnes conditions d'élimination par un système de suivi. Les dispositions qu'il prévoira respecteront :

* la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement dispose qu'à compter du 1er juillet 2002, les installations d'élimination des déchets par stockage ne sont autorisées à accueillir que des déchets ultimes (article L541-24 du code de l'environnement). Est ultime un déchet, résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux (article L541-1 du code de l'environnement). Les déchets industriels spéciaux, figurant en raison de leurs propriétés dangereuses sur une liste fixée par décret en Conseil d'État (décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 - JO du 20 avril 2002), ne peuvent pas être déposés dans des installations de stockage recevant d'autres catégories de déchets ;

* la circulaire du 15 février 2000, relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du BTP, qui demande aux producteurs et détenteurs de déchets d'adopter une approche plus volontariste ;

* La recommandation n° T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics, relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment, préparée par le GPEM "travaux et maîtrise d'œuvre" et adoptée le 22 juin 2000 par la Section technique de la Commission centrale des marchés ;

* Les dispositions du plan interdépartemental de gestion des déchets de chantier du BTP, Paris et petite couronne disponibles auprès du Service de l'Innovation et des Projets Techniques.

Le mode opératoire joint à l'appui de l'offre de l'entrepreneur détaillera les modes de gestion de l'élimination des déchets (mode de stockage provisoire, de tri et de traitement envisagés sur le chantier et hors chantier).

Le stockage provisoire (sur le site) de déchets de démolition en vue de leur tri devra être réalisé de manière à respecter la santé et la sécurité des travailleurs, éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux.

Termites : Conformément à la loi L-99-471 du 8 juin 1999 et au règlement sanitaire de paris, les bois et matériaux contaminés par les termites ou autres insectes xylophages seront traités sur place avant tout transport. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en mairie.

Traçabilité : l'entrepreneur apportera au maître d'ouvrage la preuve de la destination finale des déchets réglementés (amiante, DIS, emballages) et plus généralement de son respect de la réglementation.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pourra à tout moment faire procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération, ou par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de gravois ; les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause, ou dans le cas où le responsable ne pourra être défini, ils seront portés au compte prorata.

Les lieux de stockage des gravois seront définis lors des premières réunions de chantier avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Les conditions d'enlèvement des gravois sont à soumettre au maître d'œuvre.

Le nettoyage général de mise en service pour la réception du chantier après les travaux de tous les intervenants sera à la charge du présent lot. Le nettoyage sera réalisé avec des produits et procédés compatibles aux matériaux considérés. Le nettoyage concerne tous les ouvrages de la présente opération et de tous les intervenants. Le nettoyage devra s'effectuer au fur et à mesure de la dépose des échafaudages. Le nettoyage pourra également s'effectuer à l'aide d'une nacelle après la dépose des échafaudages et avec l'accord du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

1-14 Mise en service - maintenance etc...

1-14 1 **Documents à remettre en fin de travaux - DOE**

Chaque entreprise devra, dans un délai prescrit par le CCAP, remettre au Maître d'Oeuvre un dossier à jour des ouvrages exécutés **DOE et/ou DIUO**.

- Plans à jour modifiés
- Plans techniques à jour avec réseaux, câblages évacuation
- Plans de récolement
- CCTP avec en annexe une note décrivant les prestations modifiées avec rappel du n° de l'article concerné
- Marques et types des matériaux employés
- Notices d'emploi des matériels spécifiques
- Notices d'entretien des matériels
- Liste des produits prohibés pour l'entretien et le nettoyage
- PV tenue au feu, et acoustique
- Avis techniques, attestation d'assurance spécifique
- Notice sur la fréquence des opérations de maintenance.

Ce dossier portera la mention de tous les ouvrages modifiés ainsi qu'une documentation à jour des matériels et matériaux, leurs marques et types, ainsi qu'une notice sur leur entretien.

Les prestations exécutées ou les équipements mis en oeuvre devront être localisés sur les plans.

Les entreprises devront également, dans la mesure où les matériels nécessitent des explications détaillées, assurer l'information des personnels de maintenance, attachés à l'établissement.

Elles devront fournir les cahiers détaillés de préconisations, permettant la formation des utilisateurs et des personnels d'entretien, et ce à chaque phase de mise à disposition des ouvrages.

Elles devront informer clairement les personnels sur les délais de maintenance obligatoire pour assurer la sécurité, tel que remplacement de matériel, mise en tension des câbles, fréquence des interventions.

Elles devront également fournir un reportage photo pendant les travaux et en fin d'exécution.

Les entreprises et leurs sous-traitants remettent au Maître d'ouvrage tous les documents écrits et graphiques comme construit de l'ensemble des ouvrages, équipements, installations et aménagements.

Ce dossier est remis en 3 exemplaires papiers dont 1 non relié et 6 sur support informatique aux formats suivants :

- documents graphiques : fichiers *.pdf ou *.dwg
- documents alphanumériques: Word et Excel ou équivalent sous Windows.

1-15 Compte commun de chantier prorata

1-15 1 **Compte Prorata**

La gestion du compte prorata sera assurée par l'entreprise titulaire du lot **01 MACONNERIE**

Nettoyage de chantier :

Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous les déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

Chaque entrepreneur a la charge des manutentions de ses propres gravois jusqu'au lieu de stockage fixés au C.C.T.P.

Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

Dépenses diverses imputées au compte commun :

A répartir proportionnellement aux montants des décomptes finaux de leurs marchés ; les dépenses indiquées ci-après :

- Consommations de l'eau et de l'électricité
- Les nettoyages et la maintenance des baraquements et installations de chantier
- La remise en état des accès, des réseaux divers lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- La location et la rotation des bennes pour l'évacuation des gravois et déchets avec les frais des centres de tri et

PRO
C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
Lot N°00 CAHIER DES CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

...Suite de "1-15 1 Compte Prorata..."

valorisation des déchets.

Il est rappelé que les gravois provenant des déconstructions, démolitions, déposes sans réemploi, des terrassements n'entrent pas dans les les frais du compte commun de chantier et restent à la charge exclusive des lots concernés

- Frais de représentation et de remplacement des fournitures et matériels mise en œuvre et détériorés dans les cas suivants :
- l'auteur des dégradations et détournements ne peut être découvert.
- la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.
- les dégradations ou détournements ne peuvent être imputés à l'entreprise titulaire d'un lot déterminé.

L'entrepreneur chargé de procéder au règlement des dépenses communes de chantier est **le titulaire du lot 01 MACONNERIE**.